

*Délibération n° 144/2018 du 23 août 2018 portant modification de la délibération n° 51/99 du 24 juin 1999 instituant la taxe de séjour sur le territoire de la Commune de PUNAAUIA*

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA**

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la loi de pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
- **VU** les articles L233-29 à L233-45 du Code des Communes de Polynésie française ;
- **VU** l'arrêté n° 66/MAC du 29 janvier 1997 relatif aux tarifs et aux modalités de perception de la taxe de séjour et de la taxe de séjour forfaitaire ;
- **VU** la délibération n° 51/99 du 24 juin 1999 portant institution de la taxe de séjour sur le territoire de la Commune de PUNAAUIA ;
- **VU** la lettre n° 1066/MTT/SDT du 28 mai 2018 du service du tourisme du Pays, relative à l'obligation de déclaration de meublé de tourisme dans les communes ;
- **VU** l'avis favorable des membres de la Commission des ressources réunie en date du 8 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

**ADOpte**

**Article 1** – La délibération n° 51/99 du 24 juin 1999 instituant la taxe de séjour sur le territoire de la Commune de PUNAAUIA est modifiée conformément aux articles 2 à 4 de la présente délibération.

**Article 2** – L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3 – Les tarifs de la taxe de séjour sont fixés selon la catégorie d'hébergement comme suit :

Catégories d'hébergements touristiques		Tarifs de la taxe de séjour par personne et par nuitée
I.	Hôtels de tourisme international	150 F CFP
II.	Pensions de familles	50 F CFP
III.	Meublés de tourisme	50 F CFP
IV.	Auberges de jeunesse	50 F CFP
V.	Terrains de camping	50 F CFP
VI.	Villages de vacances	50 F CFP
VII.	Autres hébergements à vocation touristique	50 F CFP

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément aux articles L233-34 et suivants du code des Communes et à l'article 4 alinéa 2 de l'arrêté n° 66/MAC susvisé :

- ⇒ les enfants de moins de 12 ans logeant avec leurs parents ;
- ⇒ les voyageurs représentants de commerce porteurs de la carte d'identité professionnelle qui effectuent un séjour d'une durée maximale de trois jours pour les besoins exclusifs de la profession. »

**Article 3** – L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5 – Les déclarations seront effectuées auprès du pôle Taxes et redevances avant le 10 du mois suivant la période concernée par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou autres intermédiaires conformément à la déclaration et à l'état joints à la présente délibération.

La fréquence déclarative sera mensuelle pour les établissements de catégorie I et trimestrielle pour les autres catégories d'établissements.

Le produit de la taxe de séjour est versé au régisseur de recettes municipales dans les trente jours qui suivent la période échue. »

**Article 4** – L'article 6 est modifié comme suit :

« Article 6 – Le produit de la taxe de séjour est imputé à l'article 7362 « Taxe de séjour » en section de fonctionnement du budget principal de la Commune. »

**Article 5** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 6** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,

**Tania MANEA-LYAU**

**Simplicio LISSANT**

